

la nouvelle

ACTION FRANÇAISE

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 44 - 1 FRANC - 1-3-1972

LES TUEURS DE BILLANCOURT

REPUBLIQUE OU MONARCHIE

**REPONSE DE
Christian DEDET, écrivain.**

I.N.S.E.E. - C.G.T. : Une fausse querelle

Le P.C. aboie et ses députés affichent leurs feuilles d'impôts. Sa campagne visant à se présenter comme le défenseur de l'honnêteté et de la bonne foi se double de la publication d'un indice des prix à la consommation élaborée pour ses propres besoins de propagande. Cet indice est étudié et testé depuis de longs mois par la C.G.T. Comme de bien entendu, il annonce une augmentation des prix en 1971 de 60 % supérieure à celle indiquée par l'I.N.S.E.E., qui a pourtant récemment modernisé son calcul.

De là il est facile d'accuser les services de Giscard d'avoir construit un « indice de classe ». Essayons, pour y voir plus clair, de voir où se trouve la vérité scientifique, et ensuite de dénoncer la nature même du débat en montrant qu'il est biaisé a priori.

L'IMPOSSIBLE IMPARTIALITÉ

L'I.N.S.E.E. possède un potentiel de matière grise immense qu'une phénoménale bureaucratie ne parvient pas toujours à étouffer ni à canaliser. Dont acte.

Cependant, la C.G.T. n'a techniquement pas tort. Ses formules sont exactes, ses informations sont vérifiables, ses méthodes sont rigoureuses. Et le résultat est tout différent.

En effet, la technique, presque universellement utilisée pour le calcul d'indices, formulée vers 1870 par le mathématicien allemand Laspeyres, un descendant d'huguenots émigrés, aboutit à des résultats qui ne peuvent se manipuler comme des nombres ordinaires. Ainsi, en indices, deux fois deux ne font pas forcément quatre. Cela, les spécialistes le savent fort bien, et ils sourient doucement lorsque la démagogie s'empare des indices pour parler au bon peuple. Entre techniciens, le dialogue est possible ; mais entre concierges, il est absurde. Et en ce domaine, il y a peut-être mille Français en tout à n'être pas concierges. Ce qui restreint le débat.

Disons brièvement que la formule de Laspeyres privilégie une certaine définition du consommateur, qu'elle tend à étendre à tous les ménages concernés ! Alors que l'I.N.S.E.E. tente une définition globale permettant l'ajustement du S.M.I.C., la C.G.T. s'est polarisée sur l'ouvrier qualifié moyen de la région parisienne. Ce sont, bien sûr, des problèmes différents, et un indice de prix relatif au panier de consommation de M^{me} Rives-Henrys serait encore tout autre.

Cette ambivalence ne serait pas très grave si elle ne s'accompagnait pas d'une distorsion des structures qui revient à figer le consommateur dans ses habitudes de la période de base, en lui interdisant toute

évolution. Ainsi, toute substitution d'un produit devenu subitement cher par un autre dont le coût est stable ne peut être prise en compte. Or il est bien évident que les ménages adaptent leur budget aux prix du marché.

D'autre part, toutes les procédures de calcul d'indices de prix de détail ne tiennent pas compte de la variation dans le temps de la propension à épargner des ménages, laquelle détermine la « gêne » causée par une forte hausse.

Alors, s'il n'y a pas de perfection en ce domaine, postulons qu'il ne s'agit pas d'un débat propre à intéresser le public, dénonçons la démagogie envahissante et laissons les spécialistes se rencontrer pour élaborer tranquillement la meilleure politique contractuelle dans le meilleur des mondes possibles. C'est l'avis du gouvernement. Ce ne saurait être le nôtre.

LA C.G.T. : ÉCONOMISME ET MASSIFICATION

Car il ne s'agit pas de demander à un calcul plus qu'il ne peut donner, mais de savoir pourquoi on l'effectue. Or il est aisé de montrer le caractère implicitement normatif d'un indice de prix.

1. Il est tout d'abord quantitatif. Ce qui, bien sûr, est une vertu s'il n'est utilisé que dans le cadre d'une étude sectorielle purement numérique. Ce qui n'est pas le cas du budget des ménages. Car si, en théorie, le prix d'équilibre d'un bien en économie de marché intègre le paramètre qualité, il n'en est pas de même au niveau de l'individu, dont la satisfaction est fonction autant de la qualité que du prix. La C.G.T. se refuse à considérer qu'une augmentation de qualité puisse équilibrer une augmentation de prix. L'I.N.S.E.E. ne prend en compte que certaines variations de qualité à long terme, dues à des évolutions technologiques.

Mais rien ici ne permet de saisir le terme « coût de la vie » dans son sens exhaustif, c'est-à-dire plus que purement financier. Instrument de conjoncturiste, l'indice des prix de détail est en fait utile au producteur ou au distributeur ; mais vouloir en faire un outil de mesure du poids des charges qui accablent le travailleur français, c'est faire de l'économie, et la C.G.T. s'y entend bien.

Les prix augmentent, tout le monde le sait bien. L'inflation continue opère de constants transferts dans la structure de notre consommation et cela n'est que secondaire. En pinaillant sur une variation de trois points, la C.G.T. canalise la révolte ouvrière dans la voie de continues

revendications salariales, capable uniquement d'affaiblir l'économie sans se heurter de front au système.

La C.G.T., comme le patronat, fait du coût de la vie un « coût de la survie ». Nous voulons, quant à nous, changer au plus vite cette vie de démocratie et n'attacher d'importance qu'à l'essentiel. Le social ne se réduit pas à l'addition de l'épicière.

2. Un indice de prix fait d'autre part fi de la diversité, de la complémentarité des caractères. Il rabote tout ce qui dépasse pour stéréotyper un consommateur unique auquel tous devront se rapporter. Cette « moyenne de tout », qui n'a aucun sens ni aucune existence, acquiert dès qu'elle sort du cénacle des spécialistes initiés à la planification, un redoutable potentiel totalitaire. Pas moyen d'échapper à la règle commune ; si vos goûts ne sont pas ceux de la moyenne, les prix que vous aurez à payer seront libres de décupler. Et il est vrai que de plus en plus il est difficile d'être original dans ses consommations.

Dans ces conditions, il nous faut certes dénoncer l'hypocrisie cégétiste, mais non pour faire confiance, comme la *Nation* le préconise, aux technocrates du pouvoir pour régler la machine, mais pour faire basculer celle-ci en montrant aux travailleurs que si les prix montent, ils montent moins vite que ne dégringole la qualité de la vie.

Philippe-Henri DUROCHER.

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

Restauration nationale

édité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs,
Paris-1^{er} - Tél. : 742-21-93

Abonnement un an : 35 francs

Abonnement soutien : 70 francs

C.C.P. NAF, Paris 642-31

Directeur de la publication :
YVAN AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e

Après la tuerie de Billancourt

Vendredi dernier, un jeune militant maoïste a été tué aux usines Renault de Boulogne-Billancourt, par un membre des services administratifs de l'usine, alors qu'il tentait d'en forcer l'entrée à la tête d'un commando.

Voici un cadavre bien compromettant pour la direction de la Régie, et pour les syndicats officiels de l'île Seguin.

Les uns comme les autres ont crié à la provocation gauchiste. La direction a flétri les « éléments extérieurs » qui « depuis plusieurs mois déjà ont entamé, aux abords immédiats des ateliers de Billancourt, une campagne systématique afin de susciter et d'entretenir un climat de violence ».

La C.G.T. déclare en écho : « Depuis plus de deux ans, les groupes gauchistes sont utilisés à l'extérieur de l'usine pour créer un climat malsain dans cette entreprise, visant à freiner la lutte revendicative et à porter atteinte à la nationalisation... » « Les hommes de main fascistes, sous des étiquettes maoïstes, embauchés spécialement, ont monté à la Régie une série de provocations. » Et la section P.C. reprend en chœur : « Une nouvelle fois, la provocation a fait couler le sang chez Renault. Cette provocation, montée avec des agents téléguidés, commandos gauchistes et police en civil entremêlés, est dirigée contre le mouvement ouvrier démocratique. »

Bref, les gauchistes sont les empêcheurs de tourner en rond. Pourquoi ? Tout simplement parce que les groupes « maos » — qui par parenthèse se moquent éperdument de Mao Tsé-toung et sont surtout anarchistes — contestent non seulement la direction de l'usine mais également la C.G.T. Ils reprochent à cette dernière de n'organiser que des revendications purement quantitatives (augmentation de salaires...) sans se soucier de dénoncer la dégradation de la qualité de la vie. Ainsi la C.G.T. se préoccupe peu des cadences de travail inhumaines, ou de la longueur des trajets quotidiens domicile - travail et retour qui peuvent atteindre jusqu'à cinq heures par jour dans le cas de cette habi-

tante d'Ermenonville (Yvelines), habitant à deux pas de l'usine Renault-Flins... et contrainte de travailler à Billancourt.

Il est vrai que le syndicat C.G.T.-Renault, puissamment majoritaire, est avant tout soucieux de respectabilité. Ses bureaucrates — pour qui le problème des cadences infernales ne se pose pas, Dieu merci — cherchent à se faire reconnaître par la direction comme les seuls interlocuteurs valables. Son secrétaire général, M. Sylvain, n'attaque que poliment M. Dreyfus, « patron » de Renault, et celui-ci le trouve tout ce qu'il y a de plus raisonnable. Entre gens du même monde, celui des « managers » d'une société bureaucratique, il faut bien respecter un minimum de courtoisie. Et puis, si la base se met à revendiquer sans contrôle ni limite, se mêle de vouloir avoir une vie un peu moins absurde, où allons nous Saint-Pompon ? Ne faut-il pas assurément faire triompher l'esprit de sacrifice sur l'esprit de jouissance, inculquer aux bons ouvriers le respect de l'outil qui sert à produire le symbole sacré de la civilisation de consommation : l'automobile, chasser les méchantes casquettes de Billancourt ? Au lieu de lire « La Cause du Peuple », ne convient-il pas qu'ils méditent sur « l'Huma » ou, à défaut, « l'Aurore » ?

Ce serait très drôle si ce n'était si triste, si la collusion du patronat étatique et du syndicat le plus étatiste ne se traduisait pas par la mort d'un jeune homme, l'assassinat larvé de milliers d'existences. Même si nous les condamnons dans leurs attitudes utopiques, nous comprenons ceux qui essaient à Billancourt de susciter le soulèvement de la vie contre un système qui réduit le vital ou mécanique l'épanouissement de l'homme au profit mercantile. Puissent-ils découvrir un jour que la démocratie, régime de l'anonymat propice aux mauvais coups, régime qui ignore les citoyens pour ne connaître que des électeurs dûment conditionnés par des bureaucraties, secrète fatalement des dizaines de Billancourt.

N.A.F.

Souscription de la renaissance

Notre appel, lancé il y a quinze jours, a déjà été entendu. Très nombreux sont ceux qui ont déjà répondu. Qu'ils en soient ici remerciés. Nous sommes en mesure d'annoncer que la « N.A.F. » sera de plus en plus souvent sur douze pages et de nombreux autres projets pourraient voir le jour si ceux de nos lecteurs, qui n'ont pas encore souscrit, le faisaient immédiatement.

P. Amiard, 50 F ; un camelot du roi de-

puis 1913, 15 F ; J.-P. Nicolas, 100 F ; G. Rousseau, 500 F ; remis aux vendeurs au marché d'Antony, 11 F ; O'Driscoll, 31 F ; Dael, 13 F ; D'Orsanne, 15 F ; Bernard, 20 F ; Michel Perrin, 100 F ; Cécile Perrin, 50 F ; J.-M. Bonifay, 1.600 F ; J.-P. (8°), 10.000 F ; Quête rue de Rennes, 261 F ; Y. de Prunèle, 20 F ; Heintz, 30 F ; M^{me} de La-Barre-de-Nanteuil, 20 F ; Roudot, 15 F ; Anonyme, 500 F ; Pour la « N.A.F. » à 12

pages, 265 F ; Abel Pomarède, 10 F ; en souvenir de Maurice Pujo, 1.000 F ; Fabe, 15 F ; pour la campagne « Sauver Paris », 50 F ; M^{lle} B. de Crémiers, 20 F ; Robert de Chièvre, 15 F ; Comte d'Andigues 100 F.

Total de cette liste	14.826 F
Total précédent	22.352 F
Total général	37.178 F

IMMIGRÉS ET IMMIGRATION

Le début du mois de février a vu s'ouvrir une intéressante campagne en faveur des « soutiers de la société de consommation » que sont les travailleurs immigrés. Cette fois ce sont la C.G.T. et la C.F.D.T. qui ont pris l'initiative de cette action. C'est dès le début de la parution de la « N.A.F. » que nous nous sommes intéressés au sort de ceux qui sont bien souvent délaissés, méprisés, manœuvrés et que l'incertitude de leur statut et les difficultés de leur insertion dans notre société réduisent au rang de serfs du capitalisme ou de pions exécutants des divers partis et syndicats : combien des colleurs d'affiches de première ligne de la C.F.D.T., de la C.G.T., de l'U.D.R. ou du P.C. (etc.) sont de pauvres bougres qui n'ont pas su dire non à un « ami » plus ou moins sincère, ou menaçant...

On peut croire que l'intérêt que portent les syndicats à ceux qui forment l'essentiel du vrai prolétariat est lié, au-delà des motivations idéologiques, à un souci de limiter la concurrence sur le marché du travail des travailleurs immigrés, moins pointilleux et exigeants en raison de leur origine et de leurs difficultés d'adaptation et de défense. Il est certain que si les syndicats obtiennent que les travailleurs étrangers aient une réelle égalité de droits syndicaux et sociaux, ce qui est souhaitable, la main-d'œuvre immigrée perdra beaucoup de son intérêt pour le patronat.

Nous avons déjà évoqué ces problèmes et c'est pourquoi nous essaierons plutôt aujourd'hui de délimiter certaines questions plus récentes et de déterminer ce que pourrait être une politique réaliste envers cette question.

LA VIE EN IMMIGRATION

Il est indispensable que soit mise sur pied une politique efficace et juste permettant à ceux qui sont venus chercher en France la possibilité de vivre mieux, d'être protégés et aidés. Ce n'est pas en terme d'assimilation ou de rejet que se pose le problème mais bien plutôt en termes d'ouverture d'esprit et de protection juridique.

La situation de chaque travailleur étranger est particulière : qu'il soit venu seul ou en famille, qu'il appartienne à un groupe ethnique plus ou moins nombreux, qu'il soit venu de son plein gré ou pour des raisons politiques, qu'enfin il soit venu pour un temps ou avec le désir d'essayer de rester, voilà autant de situations différentes justifiant l'élaboration d'un statut souple et ouvert, mais garanti.

La solution aux problèmes des immigrés ne réside pas dans la multiplication désordonnée de « bonnes œuvres » plus ou moins efficaces ou désintéressées. Il est nécessaire que l'Etat ne se contente plus de réagir aux excès les plus criants ou les plus scandaleux, mais qu'il se consacre à l'élaboration d'un cadre juridique traitant des conditions de vie et de travail de ceux qui ont choisi la France pour y vivre et y travailler.

« O salto », le très beau film de Chris-

tian de Chalonges montrait la vie quotidienne des travailleurs portugais en France et donnait un exemple marquant et angossant de ce qu'étaient les difficultés d'insertion et de vie de déracinés, à peine tolérés parce qu'utiles, mais exploités sans vergogne parce que faibles et souvent entrés en fraude.

Une évolution récente fait que les travailleurs immigrés amènent de plus en plus souvent leur famille avec eux, ce qui, tout en résolvant une partie des problèmes, notamment pour la criminalité et l'alcoolisme, fruits de la solitude et du désœuvrement, rend plus aiguë encore la nécessité d'une politique cohérente sur deux points principaux : logement et scolarisation des enfants.

NÉGRISERS DU SOMMEIL...

En effet, les hommes seuls se contentaient souvent d'une place de dortoir, sale, chère, et « rentabilisée » pour les négriers par un roulement continu. Les plus « heureux » trouvaient place dans un bidonville. Dès lors que des femmes et des enfants jeunes les accompagnent, les exigences d'hygiène, d'indépendance et d'espace s'accroissent. On estimait que 600.000 étrangers vivaient dans des bidonvilles ou des taudis en 1970 ; il est probable que malgré la politique de résorption de l'habitat insalubre, ce chiffre est dépassé aujourd'hui. Chaque jour ou presque nous apporte la nouvelle de la mort d'une ou plusieurs personnes dans l'incendie d'une baraque. Il est souhaitable que cette situation change et que les étrangers, qui constituent 20 à 25 % de la main-d'œuvre du bâtiment soient aussi amenés à construire pour eux-mêmes des logements décentes.

... ET DÉRACINEMENT SCOLAIRE

La question de la scolarisation est peut-être encore plus grave. L'esprit et l'intelligence des enfants sont malléables et c'est là que la responsabilité et la dignité du pays d'accueil sont le plus impliquées. On a parlé au sujet de ces enfants « d'enfants d'entre deux mondes », et cette épithète est très remarquable : ce sont des êtres qu'il faut réussir à intégrer sans les déraciner, à former pour les aider sans les séparer de leurs parents, à préparer pour l'avenir en se disant que cet avenir, ils en choisiront eux-mêmes le cadre. Et il est triste de voir que souvent, ceux-là même qui soutiennent et admirent la belle œuvre des missionnaires, regardant avec intolérance ou mépris ceux qui, à l'intérieur même de leurs murs, ont besoin d'eux. On plaint les petits Biafrais et on se plaint des « bicots », « ritals », « polaks » et autres « négros ». Ce climat n'est pas fait pour ouvrir l'esprit des enfants que la misère de leurs parents a amenés dans un pays dont ils ne comprennent ni les mœurs ni la langue. Pourtant, lorsque le milieu ne se ferme pas devant eux, il est frappant de voir la rapidité avec laquelle beaucoup de ces jeunes enfants s'intègrent. L'article

de M.-O. Fargier dans le numéro de « Combat » du 8 février, montrait bien l'extrême complexité du problème, mais aussi son urgence et la difficile balance à établir entre une aculturation nécessaire à une bonne insertion en France et les risques de déracination simultanée qui séparent l'enfant de son milieu familial et de ses origines en risquant d'en faire un faible, un aigri ou un révolté.

Au regard de ces deux immenses questions, les problèmes de la formation professionnelle des adultes, des droits syndicaux et des conditions de travail et de séjour paraissent presque faciles à résoudre. Ce serait pourtant oublier les résistances des mentalités et les conflits d'intérêts.

UNE POLITIQUE DE L'IMMIGRATION

Parce qu'au-delà d'une politique envers les immigrés, il y a au fond une politique cohérente de l'immigration à promouvoir. Il est très peu probable qu'une restriction du nombre des entrées apporterait une solution à la question du chômage. Ce n'est pas sur ce terrain que nous nous plaçons pour exiger cette politique, mais sur le fait que si l'économie française a effectivement besoin des trois millions d'étrangers qui vivent sur le sol français, il importe de veiller à ce que la société française puisse les tolérer.

Ce ne serait pas à l'honneur de la France, accueillante mais cependant volontiers xénophobe, de voir se développer un problème « étranger » comme il y a aux U.S.A. un problème « Noir ». Les sociologues savent, quelle que soit leur philosophie personnelle, que les problèmes raciaux naissent souvent d'une réaction de saturation.

Il est urgent que l'Etat se penche sur la question et détermine en fonction des possibilités d'absorption de la société et non plus en fonction des besoins industriels, une politique d'accueil. C'est l'intérêt de tous :

— des immigrés, car cela leur laisse ouverte la porte en leur donnant une chance d'assimilation plus grande ;

— du gouvernement, qui limitera ainsi la démagogie des partis de « gauche » essayant de récupérer une « masse de manœuvre » d'autant plus disponible qu'elle est déracinée et mal acceptée (et très souvent plus mal acceptée encore par l'électorat du P.C. que par celui de la « Majorité » !)

— et surtout de la France à qui une politique réaliste et généreuse épargnera des heurts et des déchirements honteux.

L'empirisme nous apprend que, pour que les idées généreuses aient une chance de vivre, il convient de ne pas les imposer en heurtant les faits et les consciences. Contrairement à ce que proclament les gauchistes en brandissant le petit livre rouge du Docteur Coué, on ne féconde pas une société en la violent. Un problème nié n'est pas un problème résolu.

Marius BRÉMOND.

République ou Monarchie

CHRISTIAN DEDET : "Toute révolution est intérieure"

N.A.F. — Christian Dedet, comment vous définissez-vous sur le plan politique ?

C. D. — J'aurais probablement le plus grand mal à me définir politiquement. Ce qui caractérise la situation actuelle, c'est qu'on se demande qui est à droite, qui est à gauche, et si ces termes ont encore une signification. J'en arrive donc à une situation qui est beaucoup plus fondée sur les réflexes que sur la raison. Est-ce un effet de l'irrationnalité du monde contemporain ?

Au sortir de l'adolescence, au moment où je m'éveillais politiquement, j'ai vu la France s'enliser dans le problème colonial. Et, personnellement, j'aime à tel point la liberté pour moi-même que je n'ai jamais pu croire au maintien d'un système colonial. J'ai toujours pensé, comme le Santiago de Montherlant, que les colonies sont faites pour être perdues. Par là même, je me suis senti en retrait par rapport à beaucoup de gens qui avaient le même tempérament que moi, je veux parler des « hussards », de certains aînés auxquels je m'assimilais et qui avaient sur le plan littéraire ce qu'il est convenu d'appeler un tempérament de droite.

Par la suite, j'ai pris part dans *Combat* au soutien de l'œuvre posthume du Général de Gaulle sur le plan de la politique étrangère, car ses conceptions en ce domaine correspondaient parfaitement à mes vœux. Mais, n'étant pas gaulliste, et moins encore pompidoliste, je ne me suis pas senti lié par la suite. Maintenant, les articles que j'écris dans *Combat* sont surtout dictés par l'humeur et par une sorte de sentiment d'asphyxie qui est dû à l'atmosphère de ce pays, au carcan administratif, à la veulerie générale. C'est pourquoi je me trouve souvent aux côtés des gauchistes, même si je n'approuve pas les fins en vue desquelles ils combattent. Au fond, je ne suis pas un « politique », mais un écrivain d'humeur.

N.A.F. — La société que vous contestez n'est-elle pas en définitive le produit d'une idéologie et d'un système politico-économique qui se rattache à la démocratie ?

C. D. — Je crois que la démocratie a gâché sa chance historique en jouant sur le matérialisme intégral et en devenant l'instrument du système du profit. Le grand espoir d'un événement comme Mai 68 aurait été la réinsertion de l'homme dans l'humain, c'est-à-dire finalement dans le divin.

N.A.F. — En politique, on se rattache souvent à un maître. Que pensez-vous de

Charles Maurras et de l'école d'Action française ?

C. D. — Parler de l'école d'Action française, c'est aborder la monarchie. Je n'aurais personnellement rien contre l'idée d'une restauration monarchique si celle-ci devait rendre à l'individu la vie qui lui a été prise. La monarchie, pourquoi pas si ce

Né en 1936, Christian Dedet est écrivain, journaliste et médecin. Il a publié depuis 1960 trois romans : « Le plus grand des taureaux », « Le Métier d'Amant », « L'Exil », et un recueil de textes : « La Fuite en Espagne », aux Editions du Seuil. Son prochain roman : « La Casse », doit paraître cette année. Il collabore à diverses revues littéraires et a signé des articles dans la plupart des hebdomadaires. Membre du comité littéraire de la revue « Esprit », il publie des tribunes libres régulières dans « Combat ».

devait être « l'anarchie plus un », c'est-à-dire le principe de liberté maxima rendu viable en politique.

Maurras me séduit parce que je perçois chez lui, toujours présentes sous la rigueur de l'esprit d'organisation, les musiques sauvages de l'univers gréco-latin. Cependant, pour en revenir à l'idée monarchique, j'ai l'intime conviction, sans être marxiste pour autant, que ce qui a été ne sera plus. L'homme vit et meurt en produisant un sédiment, mais il est condamné à avancer vers l'inconnu au moins de façon séquentielle. Je ne veux certes pas dire que Maurras soit passéiste, ni vous accuser de vouloir ranimer des institutions anachroniques. Je crois simplement que la monarchie n'aurait sa chance qu'en s'appuyant sur des concepts si radicalement nouveaux qu'elle en serait radicalement modifiée elle aussi.

D'ailleurs, ne venons-nous pas, pendant onze ans, de vivre une « Restauration » ? Je doute qu'à l'exception de points précis et limités, les monarchistes puissent prendre à leur compte le règne de Charles de Gaulle. Dans la vie des peuples comme dans celle des individus, ce qui nous arrive est toujours « autre chose ». Cela dit, nous avons nos refus en commun, ce qui est beaucoup dans le monde actuel. Et puis, il est encore permis de rêver ; à plus forte

raison si la réalité est triste et si le songe est beau.

N.A.F. — Il est exact que tout est toujours autre, même s'il y a des permanences ; c'est la dialectique grecque du même et de l'autre...

C. D. — ... C'est ce que montre la biologie : aussi nous ne sommes jamais le même être, ne serait-ce qu'à une cellule près.

N.A.F. — Il y a cependant une permanence de structure, qui assure la stabilité. C'est la structure permanente de l'homme qui lui permet d'être le même tout au long de son histoire.

C. D. — Bien sûr, et ceci nous ramène à l'essentiel. La monarchie risque de se trouver en porte à faux sur la société d'aujourd'hui parce qu'elle est une institution théocratique. La monarchie était fondée par le surnaturel ; elle s'appuyait sur le sacré. Or, nous assistons aujourd'hui à la déperdition du sacré, à un oubli par l'homme de ses origines. Et dans la mesure même où l'homme perd de plus en plus conscience de son émanation divine, je le vois mal accepter la loi de ce qu'il ignore. Mais ici, mon analyse diffère de la vôtre. Je ne crois pas que la démocratie soit seule en cause, ni responsable de ce que vous appelez fort justement une anti-civilisation. La démocratie m'apparaît plus exactement comme un effet, comme une séquence dans le phénomène humain orienté selon une flèche du temps. N'oublions pas que Chateaubriand sentait dès avant la Révolution ce qu'il y avait d'irréremédiablement atteint dans les valeurs spirituelles.

N.A.F. — Il est certain que la monarchie ne se conçoit pas sans cette civilisation de Chrétienté que vous évoquez. Mais si nous ne sommes plus dans cette civilisation, tout le problème est de refaire une civilisation à visage humain. Il faut donc une rupture. Cette rupture ne doit-elle pas être politique ?

C. D. — En effet, cette rupture doit être d'ordre politique. Mais portée par une lame de fond. On ne transforme rien durablement si on ne transforme pas sa vie. Voyez-vous, j'aime la nouvelle formulation que les chrétiens donnent au Mercredi des Cendres : « Change ton cœur, et tu vivras. » De ce point de vue, Mai 68 a été une date importante. Si l'on s'arrête aux faits, à l'écume des jours, nous en retirons une impression négative. Il y avait malheureusement la nouvelle Gnose, les jargons et les blablas savants, la sociologie délirante,

la freudaille, tous ces mongoliens de la culture qui tenaient tout et d'ailleurs, ne pouvaient finir qu'étalés dans la fiente. Mais le ratage n'est qu'apparent. Mai 68 aura mis l'accent sur quelque chose d'essentiel, que plus rien n'arrêtera : c'est que nous pouvions devenir des enfants de Dieu.

Maintenant, nous assistons à quelque chose qui se cristallise lentement. D'ailleurs, si je me base sur mon expérience personnelle, je suis le premier stupéfait par mes positions actuelles. Rien, ni la naissance, ni ce que les imbéciles appellent « la réussite », ne me destinait à entrer dans la contestation globale du système. Rien, sauf peut-être l'amour de la beauté, ce sentiment déchirant de la vie qui m'a toujours rendu odieuse la classe dont je suis issu. Mais c'était le cas jusqu'à présent de n'importe quel écrivain ou artiste, tous sortis du milieu bourgeois. Aujourd'hui, ce qui se passe est tout à fait différent : tout ce que nous voyons autour de nous est dirigé contre ce que nous avons aimé. La civilisation des *media* étant ce qu'elle est, je ne m'y sens plus à ma place, et beaucoup de gens éprouvent la même réaction. Le monde devenant irrespirable, on peut penser que bien des êtres se désolidarisent du système. Reste à espérer qu'à la faveur de ce phénomène, s'accélère la prise de conscience. Ce qui importe, après vingt siècles de bruit et de fureur, c'est moins la prise des Bastilles que la prise de sa conscience par chacun.

N.A.F. — Vous niez avec raison la démocratie et la société actuelle. Vous estimez la monarchie impossible. Pourtant, il faudra bien qu'un jour votre contestation devienne positive. Alors, que proposez-vous ?

C. D. — D'abord, plus que la démocratie, je nie la caricature qu'on m'en a toujours donné. Ensuite un refus est déjà quelque chose de positif. Mille refus plus encore. Ce qu'il faut souligner, sans hésitation et sans trêve, c'est que l'humanité fait fausse route, à quel point il serait urgent qu'elle revienne à ses formes charnelles. Toute révolution qui voudra aboutir à autre chose qu'un surcroît de bruit devra être plus « morale » que « politique ». Ici, je me retrouve enfin dans la cohérence. Je sens l'unité possible. Les temps sont peut-être plus proches que nous ne le pensons — non pas d'une sorte de Parousie qui relèverait de l'utopie la plus caractérisée, mais d'un renversement dans la flèche du temps.

N.A.F. — Maurras parlait de « conquête de l'intelligence » ; pensez-vous à quelque chose d'analogue ?

C. D. — Maurras voyait juste. L'intelligence de la crise entraînera la Révolution. Sinon, ce serait le désespoir.

N.A.F. — Dans « L'Avenir de l'Intelligence », Maurras dénonçait la venue d'un âge de fer, dans lequel l'Intelligence serait soumise à l'or. Pensez-vous que cela reste vrai ?

C. D. — Absolument. L'étau s'est simplement resserré un peu plus. On en crève. Jusqu'à quand ?

N.A.F. — Comment cela se traduit-il pour l'écrivain ?

C. D. — Par une grande solitude morale. L'écrivain se demande si dans quelques

années, entre les superproductions commerciales et la circulation plus ou moins clandestine, il y aura place pour une forme d'expression littéraire que vous et moi avons aimée.

N.A.F. — Vous évoquiez tout à l'heure la nécessité d'une révolution. Mais la révolution, pourquoi faire ? Quel est selon vous le possible et le souhaitable ?

C. D. — Le possible, c'est à peu près tout. Nous sommes dans une époque d'irrationnel. L'anarchie peut apparaître, ou de nouveaux ordres monstrueux peuvent surgir. Je crois à des facteurs absolument imprévisibles. Et c'est là que la vision nietzschéenne, cette vision tragique et apocalyptique de l'avenir du monde, me paraît formulée pour nos temps. Nietzsche a été le grand éveillé de ma jeunesse et aujourd'hui encore je ne puis le lire sans une profonde émotion. Vous m'interrogez sur les maîtres... En voici un ! Le nietzschéisme est peut-être la seule constante de ma vie inquiète, et donc si mobile. Maintenant, ce qui serait souhaitable, c'est que quelque chose arrive à cette Société du Spectacle déjà atteinte, déjà touchée à mort. Je crois que le pouvoir de refus de toute une partie de la jeunesse est ce qui s'est passé de plus important depuis la seconde guerre mondiale. On brocarde la jeunesse, on l'accuse de profiter du système qu'elle dénonce. C'est faux ! Et si ce n'est pas faux, ça n'a d'ailleurs aucune espèce d'importance. Si le refus se généralise, le problème du matérialisme historique sera réglé.

Je crois que toute révolution est intérieure, et dans la mesure où chacun de nous va faire sa propre révolution, le monde pourra changer. Il est temps de sortir d'un songe stuporeux, d'aller tous ensemble guetter l'aube sur les remparts.

Insurrection spirituelle et révolution politique

Christian Dedet est un des jeunes « espoirs » de la littérature française, si l'on nous pardonne ce vocabulaire sportif. Il se définit lui-même comme un écrivain d'humeur, dont le tempérament se plie mal aux enrégimentements et aux catégories politiques. Cela, à vrai dire, nous scandalise assez peu. Chacun réagit selon sa nature, ses goûts, et cela fait la joie de vivre en commun.

Nous ne pouvons reprendre la « question coloniale » qui nous entraînerait loin de nos préoccupations présentes. Disons seulement à Christian Dedet que le projet capétien dont nous rêvions pour ce qui fut l'empire français, était radicalement étranger à tous les colonialismes mercantiles promis nécessairement à la mort sous l'effet de la juste colère de ceux qu'ils opprimaient. A vrai dire, notre projet capétien survit à la décolonisation. Il faudra en reparler.

Mais venons-en aux préoccupations présentes de Dedet qui sont très exactement les nôtres. Ses sentiments fraternels à l'égard des contestataires sont d'autant plus affirmés

N.A.F. — Pensez-vous vraiment qu'une démocratie, même bien comprise, puisse voir le jour en France ?

C. D. — Je crois que la France n'a jamais trouvé son équilibre véritable parce qu'elle est toujours déchirée entre Apollon et Dionysos, parce qu'elle est à la fois du Nord et du Sud.

N.A.F. — Ne pensez-vous pas que cet équilibre se soit réalisé avec l'ancienne monarchie ?

C. D. — La monarchie a pu réaliser cet équilibre parce que Dieu volait à son secours. Mais c'était un équilibre beaucoup plus apparent que profond. Par exemple, la monarchie a réussi à amarrer sa province natale, le Languedoc, mais quand elle a disparu, les problèmes du Languedoc ont surgi à nouveau.

N.A.F. — Le propre de la monarchie n'était-il pas de fédérer les provinces en leur laissant leurs libertés, alors que l'étatisme bureaucratique est dans la nature de la démocratie ?

C. D. — Je crois effectivement que la monarchie avait dans son génie fédérateur beaucoup plus de souplesse que n'en ont eu la Révolution et l'Empire.

N.A.F. — Précisément, la monarchie n'est-elle pas le moyen de rompre avec la centralisation ?

C. D. — Peut-être. Mais encore une fois, je ne crois pas aux résurgences. Vous me direz que si je crois aux rivières souterraines, je devrais croire aussi aux résurgences... Je n'aurais rien contre l'idée monarchique, en tout cas, si elle s'avérait être le moyen de rompre avec l'esclavage.

qu'il entrevoit les raisons profondes d'un mouvement dressé contre un système idéo-politique et économique dont il n'hésite pas à affirmer l'intime complicité avec la démocratie. Notre seul différent à ce propos tient en ce que pour Dedet cette complicité est contingente alors qu'elle est essentielle pour nous.

La démocratie est un concept qui doit s'analyser rigoureusement en lui-même et en tant qu'il s'est incarné dans l'histoire, or l'analyse montre que l'expérience vécue dans l'histoire est rigoureusement conforme à l'idéologie originelle, celle qui présida à la naissance de nos républiques.

Dès lors, il ne nous paraît pas exact de dire que la démocratie a gâché sa chance historique. Elle n'a pas choisi le matérialisme intégral et le système du profit parmi un éventail d'autres possibilités. Bien au contraire, l'idée d'un progrès exclusivement matériel, comme celle d'une nature toujours bienfaisante, n'est pas séparable de la pensée démocratique telle qu'elle s'est développée en politique comme en économie à partir du XVIII^e siècle. L'odieux visage du

capitalisme libéral et la triste image de l'Etat n'ont pas d'autre origine que cette idée d'homme naturellement bon, vivant au sein d'une nature absolument bienfaisante et naturellement progressiste.

Face à la monarchie, Christian Dedet ne peut se défendre d'un mouvement spontané de sympathie, attristé tout de suite par le sentiment qu'ici-bas rien ne renaît absolument identique à soi-même. Au surplus, la monarchie n'est-elle pas liée à un âge sacral, enfoui loin de nous sous l'épaisseur du matérialisme contemporain ?

Nous reviendrons bientôt, avec Marcel Loichot, sur cette question du droit divin. Remarquons simplement aujourd'hui qu'il n'y a pas de droit divin particulier à la royauté. Dès lors que l'on croit en Dieu, toute idée de droit est divine ; comme le remarquait Maurras, « divins sont tous les droits, non seulement le droit du chef politique (populaire ou collectif, unique ou héréditaire), mais le droit du père de famille, le droit du propriétaire, le droit du marchand ou du travailleur ».

Ainsi, s'il y a un droit propre à la monarchie, c'est un droit historique, constitué par la somme de bienfaits que cette institution a permis, et qu'il convient de rendre à nouveau présents aux Français d'aujourd'hui. Mais la préoccupation de Charles Dedet est différente.

Ainsi, ce qu'il faudrait, c'est une révolution semblable peut-être à celle que veulent promouvoir les militants américains de « Jésus Révolution », c'est-à-dire un mouvement de fond qui convertisse les cœurs.

Cette conversion des cœurs lui apparaît

d'autant plus possible que notre civilisation des médias la suscite, et que se révèle un phénomène inconnu jusqu'à présent, celui d'une sorte d'insurrection spirituelle accordée à la « flèche du temps ». C'est pourquoi, il est sensible au mot d'ordre maurrassien, « conquête de l'intelligence ». C'est sur ce terrain que tout se joue.

Tout se jouera par la victoire de l'insurrection de l'Intelligence dressée contre l'âge de fer dont elle est menacée. Seulement, quel est le moyen qui rendra cette victoire possible et la sauvera de la précarité ?

Là-dessus, Christian Dedet est beaucoup plus imprécis et son tempérament de poète le dispose à se remettre aux motions imprévisibles d'un devenir qu'il scrute en artiste sensible aux musiques nietzschéennes. Ce qu'il souhaite simplement, c'est que la jeunesse vienne à bout de la société du spectacle et de son matérialisme.

Nous ne nierons pas la puissance que représente le pouvoir de refus de la jeunesse. Mais il serait dangereux d'en attendre tout, de s'en remettre à une sorte de spontanéisme. Car si la société démocratique suscite naturellement la contestation, elle sait aussi la récupérer fort habilement, il suffit de regarder les affiches de publicité ou d'aller voir certains spectacles à la mode pour s'en apercevoir.

Si la révolte reste personnelle, elle a toutes les chances de ne point aboutir, et cette fin de siècle sera marquée par de simples explosions de colère, rapidement récupérées et réprimées par le système politique et économique. C'est pourquoi le combat ayant

pour but la transformation des institutions politiques est essentiel.

Lorsque nous abordons la question de l'indispensable médiateur, Christian Dedet ne trouve rien à opposer à notre monarchisme et à cette idée sans cesse vérifiée que la monarchie française est la seule institution qui puisse être infiniment même et autre, traditionnelle et moderne à travers le temps.

Il faudra y venir, il faudra que la jeunesse y vienne, si toutefois elle veut que ses espérances ne se confondent pas un jour avec le souvenir d'un rêve impossible.

Gérard LECLERC,
Bertrand RENOUVIN.

Ont déjà participé à ce débat :

GABRIEL MATZNEFF, écrivain.

MARC VALLE, journaliste.

JACQUES LAURENT, Prix Goncourt 1971.

ROLAND LAUDENBACH, directeur des Editions de la Table Ronde.

BARUCH, journaliste.

MGR PIERRE, évêque de Chersonèse.

PAUL SERANT, écrivain.

PIERRE BOUTANG.

JEAN-FRANÇOIS CHIAPPE, historien.

MICHEL DEON, écrivain.

MAIRE-FONTANET... l'inhumaine condition ouvrière

Le précédent « Armes égales » avait tourné court du fait du départ retentissant et justifié de Maurice Clavel. Celui de mardi dernier, qui a opposé Edmond Maire au ministre du Travail Joseph Fontanet sur les conditions du travail, a été nettement trop court : le dernier des thèmes choisis par les organisateurs du débat — l'autogestion — n'a pratiquement pas été traité, et si les protagonistes ont pu s'affronter longuement sur le bilan, la partie concernant les propositions a dû être écourtée. Malgré ces inconvénients, difficilement évitables dans ce genre d'émission, le débat n'a pas manqué d'intérêt.

Disons tout de suite que le représentant de la C.F.D.T. l'a nettement emporté sur M. Fontanet, et ceci sur tous les plans : le film d'Edmond Maire montrant l'impossibilité pour son équipe de réaliser des séquences dans les entreprises, était autrement persuasif que l'homélie quelque peu insipide de son adversaire. Et l'argumentation glacée de ce dernier, mêlant statistiques et promesses vagues, entraînait moins la conviction que la chaleur des interventions d'Edmond Maire, nourries d'exemples concrets.

Il faut dire que M. Fontanet, chargé de défendre la société capitaliste et les

réalisations du gouvernement du moment, se trouvait dans une situation délicate, tant les tares de cette société sont évidentes et l'action du gouvernement évanescence. Son système de défense, d'autre part, était mal choisi : sautant sur le mot de « socialisme » prononcé par E. Maire, il exhiba triomphalement les mauvaises conditions de travail dans les pays de l'Est. Mais le secrétaire général de la C.F.D.T., rejetant aussi bien la bureaucratie communiste que le système capitaliste, le cheval de bataille favori des conservateurs, se déroba. Son argument massue devenu inutilisable, Fontanet dut se résoudre à une défense au coup par coup, assortie de promesses.

Mais il était difficile de répondre à Edmond Maire qui, citant le VI^e Plan, montrait que la réduction de la durée du travail de 1 h 30 par semaine s'accompagnerait de deux heures supplémentaires de temps de transport. Et il était difficile de ne pas reconnaître le caractère dégradant du travail industriel, le nombre important d'accidents du travail (38.000 par an), de maladies professionnelles (4.000 par an), et le nombre insuffisant d'inspecteurs du travail (parfois un pour 100.000 travailleurs actuellement, un pour 66.000 dans cinq ans).

Certes, M. Fontanet a fait un certain nombre de promesses (sur les normes de production, l'encadrement, la législation), mais on voit mal ces réformes venir à bout d'un problème aussi vaste, qui est la conséquence d'un système économique bien défini que le ministre du Travail, tout « fort en thème » qu'il soit, ne pouvait rendre séduisant.

Est-ce à dire que Edmond Maire est au-dessus de toute critique ? Sans doute avait-il pour lui une masse considérable de faits, qu'il a su parfaitement exposer. Sans doute ses propositions à court terme (augmentation des pauses en particulier) ne peuvent qu'emporter l'adhésion. Mais sa condamnation du « système du profit » est restée à l'état de slogan, de même que son « socialisme démocratique ». Il aurait pu aussi éviter sa phrase malheureuse sur la nécessité de faire effectuer à chaque Français un « travail répétitif » pendant deux ans, lui qui n'a pas accompli un tel stage. Mais il faut cependant lui être reconnaissant d'avoir montré que la peine des hommes était toujours aussi grande dans cette société d'où le prolétariat est toujours exclu. Il faudra bien qu'il la réintègre un jour, ce qui est plus affaire de politique que de simple technique.

B. LA RICHARDAIS.

Devant la Chine

De Confucius à Mao

En 1971, la Chine eut souvent droit à la une des journaux, mais, avec le voyage de Nixon, c'est de la rage et quotidiens et revues rivalisent d'articles et d'études sur la Chine, et parodiant Montesquieu chacun de s'étonner « comment peut-on être Chinois ? » En bon La Palice, Nixon vient de proclamer solennellement que si les Chinois sont difficiles à saisir pour l'Occidental, la réciproque n'est pas moins vraie : peut-être pourrait-on déjà retrouver en cet aphorisme trace de la salutaire influence de la doctrine « évidentialiste » du petit livre rouge !

Si l'on relève d'ailleurs les inexactitudes et contradictions dont fourmillent ces écrits de circonstance, on peut penser que l'intérêt du public sera vite lassé et que chacun conclura in petto avec Kipling que l'Orient et l'Occident ne peuvent pas plus se comprendre que se rencontrer jamais...

Notons de plus que les marxisants, qui ont le quasi-monopole d'écrire sur la Chine, la regardant à travers des lunettes pour le moins fortement colorées. Mais sans m'attarder à charogner des confrères, je me contente de signaler que c'est contre ce parti pris de voir la Chine avec une optique européenne que je m'insurge. Que penserait-on d'un Chinois qui expliquerait la Réforme ou la Révolution française, en refusant délibérément de considérer le contexte historique qui seul peut les faire comprendre ? Même le fait « d'être contre » en revient à subir, qu'on le veuille ou non, l'influence de ce à quoi on s'oppose.

Enfin rappelons un principe de l'Evangile, ignoré du Clergé contestataire, « ne jugez pas et vous ne serez pas jugés ! » Ce qui revient à dire que je voudrais me borner à faire comprendre la Chine en me refusant à porter sur elle un jugement de valeur : ni anathème, ni glorification !

UNE PRODIGIEUSE CONTINUITÉ

La Chine a eu ce privilège, ou peut-être ce handicap, de posséder le plus long héritage de Culture et d'Histoire de toute l'humanité actuelle. Dès les plus anciens documents retrouvés dans les fouilles, nous sommes en face d'une population ayant une culture essentiellement identique à celle de la Chine contemporaine. On peut dire que depuis 4.000 ans le paysan chinois est resté prodigieusement semblable et fidèle à lui-même. Au plus loin que nous remontons dans le temps, nous trouvons une population industrielle attachée au sol qu'elle cultive avec un soin minutieux. Ces « enfants de la Terre Jaune » comme se plait à les appeler Anderson, qui fut un

des grands précurseurs de l'archéologie en Chine, apparaissent dans cette région du Hunan actuel qu'entoure le « Fleuve Jaune », contrée au sol de loess fertile mais léger qui fait le désespoir des archéologues et des géologues, car cette terre meuble, souvent remuée par le vent, ne permet d'effectuer aucune étude de stratigraphie sérieuse.

UN PAYSAN TENACE ET LABORIEUX...

Au contact de ce sol fertile mais facilement changeant, s'est formée une race de paysans tenace et laborieuse. C'est là une réalité à ne jamais oublier quand on parle de la Chine : le Chinois est avant tout et essentiellement un paysan : c'est ce qui explique son endurance, sa patience et sa ténacité, son réalisme, parfois un peu borné, son âpreté au gain, mais aussi (la vie est dure) son égoïsme, si l'on peut ainsi qualifier un sentiment qui n'est pas individuel mais qui se rapporte au clan constitué par le groupe familial. Il ne compte que sur lui-même et sur les siens ; car seul le travail produit... Il aime être chez lui et se méfie de ces nomades, cigales imprévoyantes, qui parfois convoitent les biens de la fourmi industrielle.

... AUQUEL LA NATURE ENSEIGNE LE DUALISME

A l'alternance régulière du jour et de la nuit se joint en Chine une alternance des saisons nulle part marquée que nulle part ailleurs : nulle part ailleurs qu'en Chine, en effet, le retour des saisons n'est à date plus régulière et plus précise. Les intersaisons sont à peine marquées ; comme par un brusque mouvement de bascule, à l'hiver glacé par les vents secs soufflant du nord des plateaux de Sibérie et de la Mongolie, succède, presque sans transition l'été, lorsque l'énorme de masse d'air chaud et humide de la mousson vient brusquement amener la fertilité. Cette alternance des saisons, aussi régulière et constante que le jour et la nuit, immuable, définit le rythme de la vie, la grande sagesse est de s'y adapter en se conformant aux règles qu'elle impose. Depuis les temps les plus reculés, le calendrier défini par l'Empereur est le grand code de la vie quotidienne, s'y conformer apporte richesse et prospérité, l'enfreindre ne peut qu'engendrer des catastrophes. La sagesse essentielle est donc de connaître pour s'y conformer cet ordre inscrit dans la nature.

EN FACE DE L'ORDRE S'AFFIRME POURTANT LE DÉSORDRE

Mais ce bel ordonnancement des jours et des saisons n'est pas sans faille, une antinomie se fait jour affirmant en face de l'ORDRE un élément contraire de DESORDRE : imprévisibles, de grandes catastrophes surviennent, venant perturber l'ordre établi, des sécheresses lorsque la mousson est perturbée, ou, au contraire, des inondations inexplicables lorsque le bassin lointain du haut Fleuve Jaune (inconnu des Chinois) dégorge une masse liquide brutale et inexorable. Ce Fleuve Jaune, source de richesse, est aussi un danger constant ; contre ses débordements, les générations bâtirent des digues, mais la masse d'alluvions est telle que dans toute la basse partie de son cours le fleuve coule à plusieurs mètres au-dessus du niveau de la campagne environnante. Enfin ses caprices, une rupture de digue lui firent plusieurs fois, dans l'histoire, changer de cours et aller se jeter dans la mer, tantôt au sud, tantôt au nord de la presqu'île du Chantong. A cet élément d'incertitude qu'apporte la nature vient s'ajouter la guerre lorsque les nomades voisins, habitant les steppes du nord et du nord-ouest, viennent razzier le pays. Contre ces invasions l'Empereur Ts'in Cheu Houang, grand révolutionnaire en son temps, eut l'idée de bâtir une muraille gigantesque de plus de dix mille kilomètres de long, dont la protection fut démontrée aussi illusoire que notre ligne Maginot, car les barbares souvent régnèrent sur la Chine, mais à chaque fois ceux qui survécurent à la chute de leur dynastie furent assimilés, digérés par la Chine.

Ces éléments sont capitaux car ils fondent la vision du monde des Chinois : pour eux l'ORDRE c'est le BIEN, le DESORDRE c'est le MAL dont la responsabilité dernière est imputable à l'homme.

L'EXPANSION CHINOISE

Avec une ténacité que n'abat ni les catastrophes ni l'adversité, le Jacques Bonhomme chinois exploite en l'améliorant sans cesse et cherche à arrondir son lopin de terre, recherchant une sécurité constamment remise en question et souvent illusoire. A son patrimoine initial s'ajoutent peu à peu des parcelles voisines et la Chine s'agrandit de l'acquisition de terres voisines. Pour qui regarde une carte de la Chine elle porte comme la marque de cette expansion constante, elle s'arrondit littéra-

Eternelle

lement autour du noyau initial. De plus, connaissant les dangers que lui font courir les tribus mongoles et tartares, la Chine cherche à établir à ses frontières un glacis protecteur, reléguant le plus loin possible les dangereux voisins. Il lui faut se sentir protégée et chez elle à l'intérieur de ses frontières naturelles: le conflit frontalier avec l'Inde vient de ce que la chaîne de l'Himalaya ne lui paraît sûre que si le voisin ne peut regarder par dessus le mur et demeure sagement au pied du côté de son versant. La Chine n'a jamais cherché qu'à s'assurer le moyen de vivre tranquillement chez elle, chacun chez soi, le paysan chinois ne se mêlera pas plus de vos affaires qu'il n'accepte que vous vous mêliez des siennes, mais s'il se croit attaqué, sa colère ne connaît plus de borne.

LA CHINE ESSENTIELLEMENT UNE ET POURTANT TRÈS DIVERSE

Le conflit avec la Russie vient de ce que la Chine ressent sourdement comme une menace à sa sécurité la présence de ce dangereux voisin, qui possède plus de terres qu'elle-même. D'un autre côté, peu chaut à la Chine ce qui se passe aux Etats-Unis, s'ils renoncent à une présence dans l'Asie du sud-est qui lui est intolérable. Quant aux émigrants chinois, que la misère fit sortir de Chine, ce sont aux yeux des Chinois de dangereux aventuriers (l'Empereur autrefois les condamnaient à mort comme pour une haute trahison) et si leur industrie les enrichit, jamais ils ne cherchent à annexer à leur pays un empire,

les Chinois ne furent jamais des colonialistes en quête d'aventures incertaines et lointaines.

Quelques chiffres valent mieux qu'un long discours, il sera utile de tracer un portrait de la Chine tel que le peuple chinois l'a fait au long des âges, avec bien des aléas et des difficultés mais avec une ténacité constante.

Descendant par paliers des hauts plateaux du Tibet et de la Mongolie, dont l'altitude moyenne peut atteindre 4.000 mètres, à l'ouest, jusqu'aux plaines qui avoisinent la mer à l'est, la Chine connaît tous les sols et d'immenses richesses minières que les difficultés de communication et l'instabilité politique du début du siècle n'avaient pas encore permis d'exploiter. La distance est-ouest correspondant à 62° de longitude est de 5.000 kilomètres. Du nord au sud, sur 49° de latitude, soit 5.500 kilomètres, la Chine connaît tous les climats et toutes les cultures depuis les climats tropicaux et sub-tropicaux au sud, jusqu'au régime continental aux forts écarts de température au nord. Et pourtant la constance des moussons donne partout aux saisons une alternance similaire. Presque partout on peut cultiver le coton, et quant aux riz, si la Chine du nord ne le cultive pas, ce n'est pas pour des raisons climatiques, mais c'est que l'irrigation pose des problèmes pratiquement insurmontables. La Chine se présente donc comme un bloc compact et arrondi avec 20.000 kilomètres de frontières terrestres et 14.000 kilomètres de côtes. Nul pays ne peut mieux se suffire à lui-même s'il soit limiter ses besoins; et nul ne peut plus facilement se tenir à l'écart du reste du monde.

L'IMMENSITÉ DE LA CHINE

La Chine est, après la Sibérie (fait qu'elle ne peut oublier d'ailleurs) le plus grand pays d'Asie, avec une surface de 9.600.000 kilomètres carrés, soit égale à peu près à celle de l'Europe, 18 fois celle de la France (550.000 kilomètres carrés), 40 fois celle de la Grande-Bretagne (245.000 kilomètres carrés), un tiers de l'Afrique. Sa population, dont l'estimation varie entre 650 et 800 millions, doit atteindre en fait plus de 700 millions. En bref, un habitant sur quatre de notre planète est chinois. Si le taux d'accroissement de la population restait constant en l'an 2000, ils atteindraient le milliard.

Statistiquement, 85 % de la population vit dans le secteur rural et 15 % seulement vivent dans les villes souvent immenses. La proportion ne varie pas car le gouvernement oblige les chômeurs urbains à retourner à la terre, et l'attraction qu'exerce les grands centres urbains sur les populations des campagnes est constamment et inlassablement contrecarrée par le pouvoir.

L'agriculture emploie 72 % de la population active, l'industrie 17 %, tandis que l'armée, la police, l'administration, l'enseignement n'emploient qu'un total de 11 % seulement.

Que pense cette masse d'hommes et que peut-on en attendre, c'est sur quoi il nous faut nous interroger maintenant.

Prochain article,
« La vision chinoise du monde. »
Yann KERLANNE.

La Chine depuis la révolution culturelle

Contrairement aux péripéties de la révolution culturelle qui avaient été abondamment commentées par la presse occidentale, les récentes convulsions intérieures du régime de Pékin n'ont guère filtré à l'extérieur. La révolution culturelle avait consacré l'élimination de nombreuses personnalités du régime: Liu Chao-chi, président de la République, Ten Hsiao-ping, secrétaire général du parti, Peng Chen, maire de Pékin, Po I-po, responsable du Plan, et des centaines de responsables locaux et provinciaux. A l'occasion de ce bouleversement, des provinces entières, tels le Sin-Kiang ou la Mongolie intérieure, avaient échappé à l'autorité du gouvernement de Pékin; en fait, l'armée s'était emparée du pouvoir sous l'autorité nominale de Mao Tsé-toung, mais sous l'autorité réelle du maréchal Lin Piao, qui depuis son accession au poste de ministre de la Défense en 1959, préparait l'A.P.L. à ce rôle de direction.

En 1969, la réorganisation du parti

put commencer, toujours sous la direction de l'armée. A la veille de l'éviction de Lin Piao, 20 des 29 secrétaires provinciaux du parti étaient des militaires, et 94 responsables sur 158 des comités provinciaux du parti étaient issus de l'armée.

LA LIQUIDATION DE LA RÉVOLUTION CULTURELLE

Quand la campagne contre « les révisionnistes de droite » fut terminée, Lin Piao ordonna la répression contre les anciens gardes rouges et ceux qui les avaient soutenus. Sentant venir la catastrophe, la femme de Mao, Chiang Ching, se désolidarisa de ses anciens amis politiques. Un journaliste maoïste connu, l'Australien Wilfred Burchett, rapporta dans le journal *Africasia* qu'un groupe gauchiste nommé

« groupe du 16 Mai » avait formé un plan en vue de renverser le gouvernement de Pékin jugé trop « faible dans la lutte contre les éléments bourgeois ». Déjà plusieurs personnalités notables de la révolution culturelle étaient tombées en disgrâce, dont Wang Li, rédacteur en chef du *Drapeau Rouge*.

A la suite du deuxième plénum du IX^e Comité central, une campagne idéologique de redressement des cadres se déroula contre les extrémistes de la révolution culturelle. A la même époque, Chou En-laï, dont le rôle ne cessait de croître, avait déclaré la nécessité d'entamer une campagne pour « démasquer et critiquer l'extrême-gauche ».

Un livre récemment publié, « Les mémoires d'un garde rouge », fait état de la déception de ces étudiants et lycéens qui ont été manœuvrés dans le seul but de consolider une faction parmi d'autres du Parti communiste chinois. Il est vrai que l'élimination de

La Chine depuis la révolution culturelle (suite)

l'extrême-gauche correspondait parfaitement aux nécessités de la dialectique : la thèse comprenait la Chine copiée du modèle soviétique et caractérisée par la prédominance d'un mandarinat rouge ; l'antithèse fut la révolution culturelle, avec son slogan : « la rébellion est une bonne chose ».

Quant à la synthèse, elle se concrétisa par la montée des comités révolutionnaires dirigés par l'armée, et comprenant, à côté des militaires, les anciens cadres du parti fidèles à la pensée maotstétoung et quelques gardes rouges ayant épousé les derniers méandres de la politique du « grand timonier ». La normalisation trouva son expression dans le IX^e Congrès du Parti communiste chinois qui s'ouvrit le 1^{er} avril 1969.

LE IX^e CONGRÈS : ANCIENS ET MODERNES

Un premier fait manifesta la normalisation : le rapport-fleuve de Lin Piao laissa implicitement entendre que la révolution culturelle était terminée. Aucun représentant des gardes rouges ne fut élu au Comité central, par contre, le nouveau Comité central comprenait les généraux commandant les onze régions militaires, ainsi que les présidents des comités révolutionnaires provinciaux, qui pour la plupart étaient des militaires. La composition du Comité permanent du Bureau politique, organe du pouvoir réel, fut renouvelée : aux côtés de Mao Tsé-toung furent élus Lin Piao, Chou En-laï, leader des « modérés », et deux ex-chefs de la Révolution culturelle, l'intellectuel Chen Po-ta et l'ancien chef des services secrets Kang Sheng. Enfin, Lin Piao fut désigné comme le « plus proche compagnon d'armes » et successeur du président Mao.

Pour Mao, le IX^e Congrès fut celui de la revanche, apparente seulement puisque Lin assurait la réalité du pouvoir. En fait, le congrès ne réglait pas le problème du pouvoir en Chine communiste. Mao devait, comme à son habitude, arbitrer les conflits entre factions. Par l'analyse des crises, on peut en dénombrer trois : le groupe issu de la révolution culturelle (Chen Po-ta, Kang Sheng, Chiang Ching), le groupe militaire (Lin Piao, Huang Hung-sheng, chef d'état-major), le groupe modéré (Chou En-laï, Tung Pi-wu, vice-président de la République, fondateur du P.C.C.). Toute l'histoire de la Chine populaire est marquée

par ces conflits d'hommes et de tendances.

La trêve ne dura pas longtemps : en 1971, Chen Po-ta tomba en disgrâce ; quatrième personnage du régime, secrétaire de Mao, il s'était distingué par son extrémisme pendant la révolution culturelle. Sa disgrâce indiquait que le compromis du IX^e Congrès était rompu et que l'offensive contre les derniers gauchistes se poursuivait jusqu'à son terme. L'autre gauchiste encore en place, Kang Sheng, disparut également de la scène politique. Des cinq membres du Comité permanent, trois restaient : Mao, Chou En-laï et Lin Piao.

LA CHUTE DE LIN PIAO

Après l'élimination de Chen Po-ta, le rapprochement sino-américain put s'amorcer : abandon partiel de la ligne des trois anti (anti-impérialisme américain, anti-révisionisme soviétique, anti-réactionnaires de tous les pays). Le premier anti fut mis en sourdine lors des voyages du conseiller Kissinger et de l'entrée à l'O.N.U. (votes communs américano-chinois) ; le second anti par contre fut maintenu et même porté à un degré de violence rarement atteint. Quant au troisième anti, il se concrétisa par le soutien apporté à des régimes anti-communistes (Soudan, Pakistan) et par l'ouverture de relations diplomatiques avec plusieurs pays fort éloignés du modèle maoïste (Canada, Belgique, Pérou, etc.). Dès lors, l'épreuve de force avec Lin Piao, connu pour son intransigeance envers « l'impérialisme américain », pouvait s'ouvrir.

Plusieurs faits dénotèrent la gravité de la crise : report sine die du Congrès national populaire convoqué pour élire un successeur à Liu Chao-chi, successeur qui n'aurait pu être que Lin Piao ; absence de manifestations lors du 50^e anniversaire de la fondation du P.C.C. ; annulation du défilé militaire prévu pour le 22^e anniversaire de la proclamation de la République populaire. L'éviction de Lin Piao se précisa quand on apprit la disparition, de toutes les librairies, du manuel de guerre populaire écrit par Lin et du « Petit livre rouge » préfacé par le successeur du « grand pilote ». Une alerte aérienne générale sur le territoire (11 millions de kilomètres carrés), l'affaire de l'avion abattu en Mongolie, confirmèrent l'éviction de Lin Piao et de la faction militaire.

En deux ans, l'écrasante majorité des dirigeants élus lors du IX^e Congrès ont dis-

paru. Il ne reste que des vieillards pour représenter et diriger la Chine : Mao Tsé-toung, 78 ans ; Chou En-laï, 73 ans ; Tung Pi-wu, 84 ans ; Kuo Mo-jo, président de l'Assemblée nationale populaire, 81 ans ; et combien d'autres. L'élimination de Lin a permis à Chiang Ching, femme de Mao, de reprendre de l'influence. Mais la position de Chou En-laï est fragile ; l'armée est le seul groupe organisé du pays. Elle contrôle non seulement la défense, mais une partie de l'économie, et en Chine, le pouvoir est toujours à la portée d'un soldat heureux.

UN RÉGIME FRAGILE

S'il est incontestable que la position internationale de la Chine est forte, sa situation intérieure est confuse et montre la fragilité du régime maoïste qui doit compter non seulement avec les dissensions du parti, mais avec les diverses oppositions : minorités opprimées comme les Tibétains qui poursuivent une guérilla ignorée (volontairement) par ceux qui font l'opinion internationale ; agents du Kuomintang, d'autant plus nombreux que la réussite de l'« autre Chine » est un défi au régime de Pékin ; simples citoyens enfin, qui fuient le continent au nombre de 2.000 par mois pour se réfugier à Hong Kong et à Formose. La crise qui a amené l'éviction de Lin Piao laisse Mao sans successeur désigné, voire sans successeur réel. L'omniprésence du « grand guide » a d'ailleurs cessé : ses portraits dans les rues sont moins nombreux ; ses citations ont disparu de la première page des quotidiens ; enfin l'étude de sa « géniale pensée » est moins pratiquée.

Le régime maoïste n'est certes pas ordinaire : héritier d'une partie des traditions politiques et historiques d'un pays de vieille civilisation, il est également le régime le plus déraciné, le plus totalitaire que le monde ait produit. Le juger par l'un ou par l'autre est une erreur : il importe de comprendre qu'il est une synthèse des deux tendances. Cela devrait suffire à renvoyer dos à dos les médiocres de l'anticommunisme primaire (dont un certain Richard Nixon des années 50) et les tenants d'un « maoïsme » qui n'existe que dans les phantasmes de leur imagination. Les convulsions de la Chine ne sont pas terminées : elles sont inhérentes à son histoire.

Axel ALBERG.

VENDREDI 3 MARS, de 17 heures à 18 heures

sur FRANCE-INTER

Gérard LECLERC

répondra aux questions de

Jacques CHANCEL

RÉPUBLIQUE OU MONARCHIE
La semaine prochaine, la réponse du
Général D'ESNEVAL
(Jacques DINFREVILLE)

La croissance de la N.A.F.

Fonder un hebdomadaire il y a onze mois, dans les conditions où nous l'avons fait, pouvait paraître une folie. Lorsqu'on connaît les difficultés de la presse, les échecs répétés d'un certain nombre de publications politiques ces dernières années, le lancement de *La Nouvelle Action Française* représentait pour le moins une aventure. Il fallait à tout prix qu'elle fût tentée.

Nos lecteurs ont pu suivre les péripéties de cette aventure. Commencée avec des moyens de fortune, elle s'est peu à peu engagée dans des voies plus sûres. Les numéros de douze pages ont commencé à alterner avec ceux de huit. L'équipe des collaborateurs s'est étoffée et se sent désormais à l'étroit pour dire tout ce qu'elle a à dire (1).

Nous avons des projets, des ambitions. La N.A.F. ne sera plus la N.A.F. lorsqu'elle commencera de s'assoupir, de trouver que dans le fond elle n'a pas à progresser, se réformer puisqu'elle est parvenue à la perfection. Non, il nous faut franchir avec résolution les étapes qui permettront le rayonnement « maximum » des idées royalistes.

Il faut, pour ce faire, un véritable contrat entre ceux dont la tâche militante consiste à fabriquer la N.A.F. et ceux dont la tâche militante est de la vendre et de la propager.

Ceux qui la « fabriquent » doivent à ceux qui la propagent d'accroître sans cesse sa qualité rédactionnelle et technique, de prévoir ses futures mutations. Ceux qui la propagent doivent rendre possibles ces progrès en élargissant sans cesse son audience, en multipliant le nombre des abonnés. Si une des parties rompt le contrat, le mouvement est forcément enrayé.

Si le contrat est tenu, alors nous pouvons espérer franchir rapidement les étapes. Il faudrait en particulier que notre premier anniversaire coïncide avec un « saut qualitatif brusque » important. Nous ferons ce saut si nos militants assurent les bases financières nécessaires.

Gérard LECLERC.

(1) Nos lecteurs verront de nouvelles signatures dans nos prochains numéros. Nous avons été très heureux d'accueillir ces temps-ci celle de M. Yann Kerlann, éminent sinologue, dont la connaissance des réalités chinoises est sans équivalent dans la presse française.

RECHERCHONS

La Direction administrative recherche des auxiliaires bénévoles :

- une personne connaissant la dactylo, libre trois heures par semaine, de préférence le matin ;
- trois personnes pouvant faire des travaux de secrétariat, libres trois heures par semaine, de préférence le matin.

LES CAMISARDS

Très marqué par le théâtre de Bertold Brecht, René Allio a voulu, avec *Les Camisards*, apporter sa contribution au cinéma engagé. Il n'est nullement question d'assimiler cette réalisation à une pièce filmée, mais il paraît nécessaire de signaler dès l'abord combien le groupe d'acteurs qui l'interprète évoque les troupes d'artistes ambulants du XVIII^e siècle. Cette parenté va en effet poursuivre René Allio jusque dans sa manière de traiter le sujet : avec une rigueur indéniable dans l'exacitude des faits, il fait glisser ses héros de la révolte contre l'intolérance religieuse à la contestation d'une certaine forme de société. Ces paysans protestants des Cévennes et de la Lozère qui, à partir de 1702, prirent les armes en réclamant la liberté de conscience et l'abolition des impôts revivent davantage sous les traits de jeunes gens évoluant en marge du monde qu'avec l'esprit propre

aux persécutés religieux. Selon son propre aveu, René Allio veut « montrer les forces sociales en présence, prendre parti » ; il ne fait donc pas œuvre d'historien mais juge avec l'œil du metteur en scène engagé du 20^e siècle.

Tourné sur les lieux mêmes de l'insurrection, à Barres-des-Cévennes et aux alentours, avec le concours d'acteurs apparemment aussi convaincus que leur « guide », ce film n'est pas sans présenter un charme dû en grande partie à la beauté sauvage du décor naturel. Et si l'on ne peut éviter les habituelles outrances dans les caractères des adversaires politiques que sont les royaux, on regrette simplement que René Allio n'ait pas mis sa connaissance originale du théâtre au service de conceptions plus objectives.

Dominique PAOLI.

le mouvement royaliste

GRENOBLE

« Pour les communautés de travail : la Monarchie ». Conférence de Bertrand Renouvin le samedi 11 mars à 20 h 45, salle de la rue Millet.

NANTES

La Fédération départementale de Loire-Atlantique de la N.A.F. organise un cocktail-débat avec M^{re} Georges-Paul Wagner, président du Comité directeur de l'Action française, le 1^{er} mars.

AIX

Permanence tous les jours de 13 h 30 à 18 heures et de 15 h 30 à 19 h 30, 14, rue du Bon-Pasteur.

Cercle étudiant : le jeudi de 20 h 30 à 22 heures, chez Antoine Maurin, rue Papassaudi, 13 - Aix.

BRETAGNE

Permanence le jeudi à 16 heures, au local, 16, rue de Châteaudun (1^{er} étage sous le porche), 35 - Rennes.

FÉDÉRATION DU NORD

PAS-DE-CALAIS

Permanence à Lille, 37, rue Alexandre-Leleux (2^e étage), le samedi de 18 heures à 19 h 30 et le jeudi de 18 heures à 19 heures.

SAUVER MONTMARTRE

contre les

SPÉCULATEURS EN TRIPOTS ! GRANDE REUNION

le 7 MARS à 21 heures

129, rue Marcadet

(Métro : Jules-Joffrin)

PARIS XVI^e

Pour la reprise des activités, prendre contact avec M. Ph. Dillmann, 179, avenue de Versailles, Paris (16^e).

PARIS VIII^e - XVII^e

Réunion tous les mardis à 21 heures, Caves Pétrissans, 30 bis, avenue Niel, 17^e. Campagne « Sauver Paris ».

ABONNEZ-VOUS A LA N.A.F.

(Hebdomadaire royaliste)

Je, soussigné (nom) _____

demeurant (rue) _____ n° _____

à (ville) _____ (département) _____

souscris un abonnement d'un an à la « N.A.F. » et verse la somme de

(Tarif normal : 35 F. — Etranger : 45 F. — Etranger avion : 75 F)

● chèque postal joint (C.C.P. N.A.F. Paris 642-31)

● chèque bancaire joint

● mandat-lettre joint

Date et signature :

L'ESCROQUERIE A LA FORMATION DES MAITRES

Reims, Nanterre, Brest, Nantes et d'autres universités sont en grève pour protester contre la création des Centres de Formation Professionnelle des Maîtres (C.F.P.M.).

Olivier Guichard propose en effet de remplacer le système actuel de titularisation des maîtres (C.A.P.E.S. passé après la licence ou agrégation) par la création de centres de formation professionnelle, dans lesquels tous les étudiants désirant devenir professeurs titularisés entreraient à l'issue d'un concours passé à la fin de la deuxième année, donc au niveau du D.U.E.L. ou du D.U.E.S. Ils y resteraient trois ans, payés par l'Etat en échange d'un engagement décennal au service de l'Etat; à la fin de ces trois ans, le C.A.P.E.S. sanctionne simplement la formation acquise.

QUEL EST LE BUT DE CE PROJET ?

Officiellement il est double :

1° Tenter de résoudre les « cas » Lettres et Sciences où affluent chaque année les étudiants en quête d'avenir et de débouchés ; bref, tenter de vider ces sacs.

La solution ? Ramener le barrage sélectif au niveau de la deuxième année.

Le résultat ? Accentuer la sélection puisque plus d'étudiants se présenteront au concours pour un nombre inchangé de postes. (En effet, les étudiants en deuxième année sont plus nombreux qu'après la licence au niveau du C.A.P.E.S.).

Il en résultera une augmentation du déchet étudiant à qui rien d'autre ne sera proposé sinon la titularisation par l'agrégation. (En effet, la possibilité de rattraper les C.F.P.M. au niveau de la licence est bien illusoire et bernerait plus d'un étudiant en lui faisant perdre un an supplémentaire).

Il en résultera une augmentation de l'auxiliarat, c'est-à-dire du nombre d'enseignants qui sont soumis aux mêmes conditions de travail que les professeurs titularisés, remplissant les mêmes fonctions dans les mêmes classes (pour ceux qui possèdent la licence) à savoir : la fonction d'enseignement, mais à qui sont refusés une formation pédagogique, un salaire égal à celui des certifiés, la sécurité de l'emploi et la stabilité. Or le ministère veut conserver cette masse de maîtres auxiliaires docile qu'il peut placer et déplacer quand et où il veut. Sans compter l'aspect financier de l'affaire, étant donné qu'il est beaucoup plus rentable pour le gouvernement d'employer des maîtres auxiliaires, moins payés que les professeurs jouissant de ce statut ; c'est également un problème économique de répartition des crédits.

Ce projet des C.F.P.M. est donc condamnable dans la mesure où il ne change rien à cette situation de fait : nombre réduit de certifiés ayant reçu une formation pédagogique contre une masse de maîtres auxiliaires sans formation pédagogique.

Il faut noter aussi que ce projet supprime les possibilités de titularisation progressive qui existent actuellement et qui

permettent à n'importe quel licencié de passer le C.A.P.E.S. à n'importe quel moment de sa vie.

2° Le deuxième but de ce projet est de tenter de remédier au manque de formation pédagogique des maîtres ; c'est pourquoi figurera dans le concours d'entrée un entretien avec le jury afin de compenser par une certaine « subjectivité » le caractère anonyme des épreuves écrites, et de juger des aptitudes à la pédagogie du candidat, ce qui laisse entendre que l'une et l'autre épreuve seront aussi importantes pour le jury.

UNE IMPOSTURE

Soyons sérieux : ou bien le concours a une raison d'être et les épreuves écrites portant sur les connaissances universitaires ont une importance décisive (sinon en effet pourquoi ne pas se contenter du D.U.E.L. ou du D.U.E.S. que les candidats doivent détenir pour se présenter au concours ?) et, à ce niveau, l'entretien ne sera qu'une formalité ou plutôt qu'un dépistage des éléments suspects d'antipathie à l'égard du pouvoir, du système fauriste, etc., ou bien l'entretien a une valeur effective de sélection. Mais au nom de quoi éliminer des étudiants jugés inaptes à la pédagogie alors que c'est précisément le rôle de ces centres de la leur apprendre ? Et cela pendant trois ans ? C'est alors nier toute possibilité d'acquérir les méthodes pédagogiques si elles ne sont pas innées. Que dire alors d'un concours qui, sur un entretien d'un ou deux quarts d'heure, brise toute une carrière sur des simples impressions subjectives sans tenir compte de la part d'émotivité qui peut conditionner le candidat ?

C'est pourquoi il est probable que seules les connaissances théoriques décideront du passage, mais alors le but pédagogique sera manqué. En effet, comme le fait remarquer Girard de l'Ain dans *Le Monde*, assurés de sortir de ces centres et d'être placés, les futurs professeurs prérecrutés « seront fortement tentés de se consacrer uniquement à la préparation de leurs diplômes universitaires, licence puis maîtrise. S'ils obtiennent ces titres en deux ans, ils emploieront la troisième année de séjour dans le centre à préparer l'agrégation, puisque ce concours est maintenu. Quant à la formation professionnelle, objectif même de ces nouveaux centres, les stagiaires seront enclins à n'y accorder que le minimum de temps et d'attention... »

FIN DU MYTHE DE L'AUTONOMIE

L'erreur vient du fait que ces centres ne disposent d'aucune autonomie par rapport à l'université et qu'ils apparaissent comme des cadres superposés à un cadre déjà existant (filiale de la licence maîtrise, agrégation). Les stagiaires joueront sur tous les

tableaux : financier, professionnel, universitaire. Nous nous élevons contre le fait que tous ceux qui sont appelés à enseigner ne jouissent pas de ce même statut. Ce que nous réclamons, c'est la formation unique de tous les maîtres, c'est la suppression du statut de maître auxiliaire.

Mais ce que nous refusons également dans ce projet c'est la dépendance de ces centres à l'égard du ministère. En effet, autant la multiplication d'instituts de formation, la création d'autres filières autonomes, de centres de reconversion peuvent être souhaitables et peuvent libérer la fonction enseignante de la tutelle de l'Etat, autant le maintien de l'emprise étatique sur ces centres supprime toute possibilité de libération de la fonction enseignante vis-à-vis de l'Etat. Et l'université, dans la mesure où elle échappe peu à peu au contrôle idéo-politique de l'Etat, verra lui échapper la formation des cadres enseignants et sera réduite à produire un auxiliaire rendu docile par son instabilité professionnelle. Cependant que les centres assureront au pouvoir un personnel dûment formé par trois années de contrôle et d'encadrement. Ces centres rappellent évidemment les Ecoles Normales d'instituteurs qui n'ont pas été en vain appelées les « curés de la république » sous la III^e, eux qui ont façonné la France démocratique bourgeoise d'aujourd'hui.

Nous nous opposons à travers ce projet à l'emprise idéologique que l'Etat exerce sur la formation des individus.

LA SÉLECTION SAUVAGE

C'est mal poser le problème que de le limiter au cadre universitaire. Il est vain de discuter pour savoir au niveau de quelle année il faut sélectionner ; faute d'avoir assez orienté à l'avance, faute surtout d'avoir créé d'autres filières de formation professionnelle et de promotion sociale que l'université, le ministère, donc l'Etat en est venu à cette notion de sélection sauvage et révoltante dans la mesure où tout est fait pour attirer les lycéens dans les universités. La solution à ce problème dépasse donc le cadre étroit de l'université et exige une réforme globale de l'enseignement à partir du primaire ; cela exige de redéfinir la fonction de l'école, de se demander si une filière uniforme et égalitaire est de nature à embrasser toute la complexité et la différenciation des intelligences demandant à se former suivant leur nature propre.

Dans l'immédiat, il est absolument nécessaire d'empêcher ce projet de C.F.P.M., remodelé ou non, qui accentue l'asservissement de la fonction enseignante à l'Etat, de passer en application. C'est pourquoi les militants de la N.A.F. des facultés concernées participent activement aux mouvements de lutte menés contre ce projet.

Françoise DUMONT.